

POUR DIFFUSION IMMEDIATE
LE DIMANCHE 6 NOVEMBRE 1971

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



ALLOCATION PRONONCÉE PAR LE
SECRETARE D'ETAT AUX AFFAIRES
EXTERIEURES, L'HONORABLE
MITCHELL SHARP, AU DINER DANSANT
DE LA "JOURNEE CHRISTOPHE COLOMB
1971" ORDRE DES FILS D'ITALIE
PATRONATO LODGE, TORONTO,
LE 6 NOVEMBRE

Monsieur le président,

Je suis très heureux de l'occasion qui m'est offerte ce soir de prendre part aux célébrations de la "Journée Christophe Colomb". Tous ceux qui sont d'origine étrangère, qu'ils soient italiens, ou comme c'est mon cas, écossais, peuvent se joindre à nous pour commémorer la découverte du Nouveau monde par Cristoforo Colombo, découverte qui nous a permis, et à nos ancêtres, de trouver une nouvelle vie, une nouvelle liberté et un nouveau foyer.

Je ne suis pas ici ce soir pour vous répéter les clichés et les phrases toutes faites que l'on répète toujours en pareille occasion: la grandeur de la nation italienne, l'apport important des Canadiens d'origine italienne à la nation canadienne. Tout cela est indéniable, mais ce n'est pas, je crois, ce qu'il faut dire ce soir. Comme vous, je suis ici pour apprécier le bon vin, la bonne chère et la bonne compagnie.

Je voudrais, pendant quelques instants, vous parler de liberté, de liberté quotidienne, et non d'un idéal. Que pourrais-je dire à des compatriotes issus de la grande nation qui a donné Cavour et Mazzini et survécu au triomphe et à la tragédie du risorgimento.

Nous jouissons encore au Canada dans une très grande mesure d'une liberté très fragile mais fondamentale, celle de marcher dans les rues sans être molestés et de vivre sans être constamment espionnés par les forces de l'ordre. La sécurité des Canadiens repose encore sur la paix et l'ordre; elle est enracinée dans leur confiance envers leurs institutions libres et dans la volonté des Canadiens d'en faire des instruments efficaces, plutôt que dans l'application rigoureuse de la loi et de l'ordre.

La paix et l'ordre qui garantissent notre liberté personnelle est attaquée de tous côtés dans le monde, et spécialement dans l'hémisphère occidental. Il arrive trop souvent que les groupes qui ont des intérêts particuliers à défendre, et je m'empresse de préciser que je ne vise pas la collectivité italienne, s'arrogent le droit de bouleverser la paix et l'ordre pour réaliser un objectif qui n'est pas toujours important.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler les événements tragiques qui se sont déroulés à Montréal il y a un an. Au cours des visites que les chefs politiques de l'Union soviétique et de la Yougoslavie ont effectuées au Canada ces dernières semaines, nous avons été témoins du déploiement de gardes armés dans notre paisible capitale, Ottawa, et dans d'autres villes canadiennes.

Le droit qu'ont les Canadiens de manifester en toute liberté leur désapprobation envers des personnes ou des événements n'est pas mis en doute. Bon nombre de Canadiens ont souffert ou ont vu leurs familles et leurs amis souffrir sous des régimes oppressifs. Nous devons respecter leurs sentiments et croire au sérieux de leur entreprise. Les manifestations ont toujours joué un rôle dans l'exercice des libertés démocratiques.

Mais même une manifestation paisible peut menacer la paix et l'ordre du Canada si, par le seul fait du nombre des manifestants, elle constitue un fardeau trop lourd pour les forces policières. Elle peut aussi servir à dissimuler certains éléments de notre société qui acceptent que l'on ait recours à la violence pour servir des causes politiques extrémistes qui ne sauraient se faire valoir par des moyens démocratiques, ou pour créer l'anarchie.

Le droit de jouir paisiblement de la vie n'a pas été acquis par cette génération. C'est un héritage qu'il nous incombe d'asseoir sur des fondations solides et de laisser à nos enfants. C'est un héritage fragile et précieux, fondé sur l'équilibre délicat entre la plus grande liberté personnelle possible et le minimum vital d'ordre public. Il ne faut pas laisser ceux qui se font les avocats de ce qu'ils considèrent des causes justes mettre en danger cet équilibre délicat sur lequel repose toute notre société.

Les événements se succèdent à un rythme accéléré au Canada et dans le monde et les transformations rapides qu'ils engendrent sont une des sources principales du malaise actuel. Une grande partie de ce que nous prenions pour acquis dans le passé doit être remise en question. Les principes établis sont bouleversés. Le Canada a reconnu la République populaire de Chine. D'autres pays, dont l'Italie, qui est au nombre de nos plus vieux amis, ont suivi son exemple. Pékin siège maintenant aux Nations Unies. Le Président Nixon annonce une nouvelle politique économique dont les répercussions, ressenties dans le monde entier, sont particulièrement fortes au Canada, le meilleur client, l'ami et l'allié le plus proche des Etats-Unis.

En l'espace de six mois, les premiers ministres de l'Union soviétique et du Canada ont échangé de longues visites et ont signé à Moscou un Protocole de consultations et à Ottawa, un Accord relatif à des échanges généraux. La Grande-Bretagne se tourne vers le Marché commun. L'ensemble du système commercial international, essentiel à la

prospérité du Canada, semble prendre une toute autre tournure. Les espoirs de mettre fin aux hostilités en Indochine sont ternis par la tension croissante entre l'Inde et le Pakistan.

Tous ces événements et d'autres encore se sont déroulés en l'espace de quelques mois.

Il n'est pas étonnant que l'on s'interroge sur l'avenir du Canada et l'orientation qu'il devra prendre tant au pays qu'à l'étranger.

Le plus important, vous en conviendrez avec moi, est de protéger et de consolider l'économie canadienne. A ce propos, j'ai deux observations à formuler.

Premièrement, ce n'est pas en entérinant des politiques anti-américaines que nous allons consolider notre économie. Le destin et la chance ont fait en sorte que nous partageons le continent nord-américain avec la nation la plus riche de la terre. C'est faire preuve de bon sens que d'exploiter à fond cet avantage, et d'oeuvrer avec les Etats-Unis pour le plus grand bien de nos deux pays.

Deuxièmement, il faudra orienter nos politiques économiques de façon à éviter une dépendance économique trop grande envers les Etats-Unis tout en s'efforçant de nouer des relations commerciales et financières avec le reste du monde. Cette attitude n'a rien d'anti-américain. C'est la politique traditionnelle du Canada qui devient de plus en plus pertinente au fur et à mesure que l'Europe et le Japon menacent la position des Etats-Unis en tant que première puissance économique et que l'Union soviétique cherche à diversifier ses échanges commerciaux avec les pays occidentaux.

L'effort déployé en vue de diversifier nos liens a amené le premier ministre à visiter les pays de l'Asie et du Pacifique et notre commerce avec les nations du Pacifique augmente en conséquence; il se reflète également dans les consultations régulières de mes collègues et moi-même avec les gouvernements européens et la Commission économique européenne, ainsi que dans l'échange de visites entre notre premier ministre et M. Kossyguine. Aucune de ces activités est anti-américaine, pas plus dans les intentions que dans les faits. Elles ne visent qu'à servir les meilleurs intérêts du Canada. L'économie canadienne et celle des Etats-Unis sont interdépendantes à un point sans précédent. Il ne serait à l'avantage d'aucune des deux nations que le Canada devienne un satellite économique des Etats-Unis.

J'ai d'abord examiné les intérêts économiques du Canada car ils représentent des réalités concrètes auxquelles nous sommes tous sensibles et que nous pouvons identifier et quantifier en dollars et en pourcentages. Mais le Canada serait un pays pauvre et je ne serais sûrement pas le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada si nous ne nous considérions que comme une entreprise commerciale.

Les Canadiens et les Américains de toutes origines ont partagé ce continent avec ses indigènes bien avant la naissance du Canada ou celle des Etats-Unis. Christoforo Colombo a découvert un nouveau monde pour les Espagnols dans le Sud, pour les Français dans le Nord et pour les Anglais sur les bords de l'Atlantique. En peignant ce tableau impressionniste et très flou de la colonisation de l'Amérique du Nord, je ne dois pas oublier le prudent achat qu'ont effectué les Hollandais en s'appropriant

une fle rocheuse à l'embouchure du fleuve Hudson. Les Italiens, en faisant preuve de leur jugement habituel, ont évité les guerres de conquête et les épreuves de force qui ont eu lieu sur ce continent et se sont paisiblement infiltrés partout, pour le plus grand bien de tous à la fin.

Au Nord du Rio Grande, le continent est partagé entre les Canadiens et les Américains. Ce sont des peuples fiers qui chérissent leur indépendance l'un de l'autre, les traditions particulières et les différences institutionnelles qui leur donnent ce sentiment d'autonomie.

Mais si nous affectionnons ces particularités qui nous distinguent, nous sommes encore plus attachés aux idées et aux objectifs mutuels qui nous unissent. Cette réalité simple mais profonde atténue les conflits d'intérêt qui surgissent constamment entre nous. Les conflits font partie des relations. Le Canada nourrit très peu de motifs de discorde avec la Mongolie; nos relations avec ce pays pourraient servir d'exemple aux autres nations, si nous devions passer sous silence le fait que nos rapports avec la population mongolienne sont presque inexistants. Si des circonstances nouvelles nous mettaient en contact étroit avec la Mongolie, je vous assure qu'en très peu de temps vous verriez naître des conflits d'intérêt passablement importants. Il n'y a pas deux autres nations au monde qui entretiennent des rapports aussi nombreux et sur autant de plans, officiels et officieux, que le Canada et les Etats-Unis. Dans l'ensemble, ces contacts servent l'intérêt commun, mais quelle que soit la quantité d'huile que le secrétaire d'Etat Rogers et moi-même mettons dans nos rouages, les contacts constants entraînent des frictions constantes et causent souvent des discussions animées.

Dans un récent exposé de grande portée ayant pour sujet la politique étrangère du Canada, le Gouvernement a fait deux affirmations au sujet de nos relations avec les Etats-Unis. Les Américains sont et

demeureront nos plus proches amis et alliés, j'ai déjà abordé cette question avec vous, et deuxièmement, le principal problème du Canada est de savoir comment vivre à la fois en harmonie avec la plus puissante et la plus dynamique société du monde tout en étant indépendant d'elle.

Depuis une génération et encore tout récemment, le monde était pris dans une confrontation stérile entre l'Est et l'Ouest, la Chine était hantée par ses problèmes internes et jouait un rôle minime sur la scène mondiale, et les pays du tiers-monde étaient engagés dans une lutte désespérée pour leur survie.

Tout à coup, Pékin détient un siège au Conseil de sécurité. Le président Nixon se prépare à visiter deux grandes capitales communistes, Moscou et Pékin. L'Union soviétique accepte une meilleure entente entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest; après des années de silence, elle répond à l'OTAN qui demande instamment une réduction équilibrée des forces en Europe centrale; elle encourage la tenue d'une Conférence sur la sécurité européenne; elle s'engage dans des discussions avec les Etats-Unis sur la limitation des armes stratégiques et demande la tenue d'une conférence mondiale sur le désarmement.

Il m'est impossible d'examiner tous ces événements récents avec vous ce soir, et personne, à mon avis, ne peut être certain de tout ce qu'ils signifient pour la paix mondiale et le bien-être de l'humanité.

Le seul fait évident c'est que l'équilibre des forces figé depuis un quart de siècle est en évolution et que les systèmes commerciaux et monétaires laborieusement élaborés sont en voie de modification. Face à ces situations nouvelles et parfois troublantes mais au moins encourageantes, le Canada est déterminé à préserver sa souveraineté et

son indépendance et, en même temps, refuse de s'enfermer dans des attitudes de guerre froide qui ont perdu au moins une partie de leur signification et de leur importance. Il accueille favorablement le côté humain dont font preuve des nations comme l'Union soviétique et la Chine. Il ne faut pas oublier les faits historiques mais il ne faudrait pas leur permettre d'entraver le mouvement réfléchi et prudent vers un équilibre mondial plus sain et plus sûr.

Un fait paraît évident. L'apparition de la Chine sur la scène mondiale et sa présence au Conseil de sécurité augmenteront les difficultés qu'éprouvent les Etats-Unis et l'Union soviétique à régler leurs différends. Seul le temps dira si cette évolution dans les relations internationales est salutaire. Il sera certainement plus difficile de résoudre les problèmes, mais une fois qu'ils seront réglés il y a de fortes chances pour que les solutions soient plus efficaces et plus durables.

Dans les propos que je vous ai tenus ce soir, je me suis éloigné du sujet qui nous réunissait ici. J'ai tenté de vous faire saisir certains aspects de l'évolution du monde dans une perspective canadienne. J'espère vous avoir donné matière à réflexion. Sans plus de cérémonie, je remercie l'auditoire ainsi que tous les Canadiens d'origine italienne de tout ce qu'ils ont apporté au Canada et au mode de vie canadien. Je vous salue tous en cette journée Christophe Colomb et maintenant — en avant la musique!



Information

Canadian Embassy
Ambassade du Canada
Office of Information
1771 N Street, NW
Washington, DC 20036
~~202: 882-1000XXXX~~
202: 785-1400

October 20, 1971

CANADA AND THE SURCHARGE

(A special supplement to Canada Today/d'aujourd'hui,
published this way in the interests of timeliness.)

The ten per cent surcharge and related measures affecting United States imports announced by President Nixon last summer has an enormous impact on Canada.

Journals and Parliamentary debate have been full of the subject, and the issue is a matter of concern at diplomatic levels.

Two recent speeches outline the major points being made by the Canadian Government. The following are some excerpts and paraphrasing.

One speech is by Jean-Luc Pepin, Minister of Industry, Trade and Commerce who spoke at the "Canada Today" seminar in Houston, Texas on September 29, 1971.

The other is by Ambassador to the United States Marcel Cadieux, speaking at the Chamber of Commerce Dinner, October 20, in Dallas, Texas.

M. Pepin's subject was Canada's North American Economic Dimensions and he told the audience of businessmen and industrialists of some ancient points of contact - Michel Menard of Quebec signed the Texas Declaration of Independence - and some new ones, Texas sells Canada oil and gas equipment and technology, electronics and aerospace hardware, pollution control machinery and services,

building materials, hospital and hotel equipment, apparel and medical and educational apparatus.

M. Pepin said that if all goes as well as projected Canada will be importing some \$35 billion worth of goods by the end of the decade, more than twice the level of 1970. Presumably, he said, seventy per cent of the imports, then as now, will come from the United States.

But he spoke also of a less happy prospect, of the effect if the surcharge should continue.

"Let there be no misunderstanding. The cumulative effect of such measures would ... have an impact on Canada going well beyond the need for temporary adjustments. Because of geographic proximity, close corporate and labour interrelationships, cultural and social affinities and because of our own open and very liberal policies, the Canadian economy is oriented to the U.S. to a unique degree. Our industrial strategy over recent years has been aimed at developing efficient competition and specialized manufacturing industries. Due to the small size of our domestic market, these industries must export, and access to the United States market on normal competitive terms has always been counted on as a vital and central element in this approach. Canadian and American businessmen and their governments have always postulated that North-South, South-North trade movements were 'natural', that companies could establish plants north or south of the border without fear of political 'accidents'. Because of the new economic policy these assumptions are now in question."

Mr. Cadieux says the surcharge is unreasonable.

"Let us examine the reasons - not as they apply to other nations around the world but in terms of Canada and the United States.

The surcharge is designed to encourage United States

trading partners to revalue their currencies in terms of the United States dollar - to allow their currencies to move up freely to more realistic levels.

Canada floated its dollar in May, 1970. It has long since moved up - by some seven per cent.

The surcharge is designed to encourage the lowering of tariffs and other barriers which discriminate against the United States. Canada has no tariff - or other trade barriers - which discriminate against the United States.

The surcharge is designed to encourage other nations to share more fully the burdens of international security and development.

Canada assumed its share of these responsibilities long, long ago - perhaps more than its share. It works with the United States in NATO, it keeps forces in Europe. It aids developing nations and the aid is increasing substantially. In per capita and gross national product terms it compares favourably with that of the United States; and it is growing.

To be frank, Canadians feel there seems no justification for the application of the surcharge and related measures to Canada.

We could not avoid it by conforming to the President's standards for we already conformed.

We tried, I assure you, friendly persuasion...

I would like to make it clear that Canada supports fully the United States' broad efforts to bring about an equilibrium in its balance of payments and to rebuild confidence in the United States dollar as a world reserve currency.

We support fully President Nixon's efforts to end arbitrary restrictions on trade. We have been hurt by them too.

It is in the same spirit that we are against the surcharge...

World trade can be liberalized if the leading economic powers wish it to be liberalized. Canada will use every opportunity to promote free consultation and joint agreement among them."